

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 03/12/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE FLOCH Colette

2 Rue Gustave Ferrié
17180 Périgny

Références : 0007202503/AA/2025/594
Code AIOT : 0007202503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement LE FLOCH Colette implanté 2, Rue Gustave Ferrié 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2025 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE FLOCH Colette
- 2, Rue Gustave Ferrié 17180 Périgny
- Code AIOT : 0007202503
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Madame Collette LE FLOCH exploite depuis 1988, sous l'enseigne « Établissements Le FLOCH Collette » une installation de stockage avec activités de récupération de fer et métaux à Périgny. Cette dernière bénéficie d'un arrêté préfectoral n°89-111 en date du 20 mars 1989.

Le rapport EIRM17.SD.2013/1265 du 22 mai 2013 indique que l'activité était soumise à autorisation au titre de la rubrique 286. Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées en supprimant cette rubrique. L'installation est alors concernée par la rubrique 2713-1 et pouvait continuer à fonctionner au bénéfice des droits acquis en application de l'article L513-1 du Code de l'environnement. Le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 a modifié de nouveau la nomenclature des installations classées sur de nombreux déchets. La rubrique 2713 a notamment été modifiée (passage de l'autorisation à l'enregistrement).

Compte tenu de la surface de l'installation, elle est désormais soumise au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2713 ($3\,686\text{ m}^2 > \text{seuil à } 1\,000\text{ m}^2$). L'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement, notamment au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), est donc applicable.

Comme stipulé à l'article 2 de cet arrêté, les dispositions sont applicables aux installations existantes autorisées avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe II. Les dispositions sont rendues applicables depuis le 1er juillet 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	3 mois
2	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets	4 mois
3	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Valeurs limites	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'émission	06/06/2018, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	
9	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation réceptionne, au titre de la rubrique 2710, de grandes quantités de batteries. Lors de la visite, la présence de 1,2 tonne de batteries a pu être constatée. L'exploitant a indiqué avoir dépassé les 9 tonnes peu avant l'inspection. Or, cette activité de collecte de batteries n'est aujourd'hui pas autorisée sur ce site. En attendant la régularisation de cette nouvelle activité, il a été demandé à l'exploitant de limiter son stock à 1 tonne maximum .

L'imperméabilité de certaines aires de stockage (dont plusieurs bennes) s'est avérée défailante ou compromise. L'absence de plan de défense incendie et de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques a également été relevée. Ces éléments conduisent l'inspection des installations classées à proposer un arrêté de mise en demeure au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mme Colette Le Floch, domiciliée à Nieul-sur-Mer, 2 rue de Beauregard est autorisée à exploiter un stockage avec des activités de récupération de fer et métaux à Périgny, Zone industrielle, rue Gustave Ferrié.</p> <p>La quantité de ferrailles stockées sur le chantier sera limitée à un maximum de 150 tonnes.</p> <p>Cette activité relève du n°286 de la nomenclature des Installations Classées soumise à autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La rubrique 286 a été supprimée au profit de la rubrique 2713-1 relative aux Installations de transit,</p>

regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719

Le rapport de l'inspection des installations classées réf EIRM17.SD.SD.2013/1265 en date du 22 mai 2013, prend acte du bénéfice des droits acquis pour cette rubrique et relève désormais du régime de l'enregistrement. Ainsi, le site de Périgny exerce sur le site le transit, le regroupement ou le tri de métaux, de déchets de métaux non dangereux et d'alliages de métaux non dangereux, sur une surface de 3 686 m².

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué son intention de céder son activité au 31 décembre 2026 et commencera donc à rechercher un repreneur dès le début de l'année 2026. Il est rappelé qu'une demande de changement d'exploitant devra être adressée au préfet si l'activité est transmise ou rachetée par une nouvelle entreprise. Dans le cas de l'arrêt de l'activité, une cessation d'activité devra être adressée au préfet.

Un examen des autres rubriques susceptibles d'être visées par les activités de l'établissement a été réalisé par l'inspection au cours de la visite.

Rubrique DEEE 2710-2 :

L'exploitant a ainsi précisé ne pas recevoir de déchets industriels banals (DIB) sur le site. Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont apportés par des particuliers, triés sur place, puis récupérés chaque semaine par la société Decons, sur le site à Échillais.

Aucune modification des activités n'a été effectuée depuis la dernière inspection en date du 25 juin 2018. Toutefois, l'exploitant n'est pas autorisé à recevoir des déchets non dangereux apportés par le producteur initial (rubrique 2710-2). Par ailleurs, selon leur nature, les DEEE peuvent être classés comme dangereux ou non dangereux.

Rubrique batterie 2710-1 :

L'exploitant a également indiqué recevoir des batteries, qui sont placées dans des bacs en inox mis à disposition par la société Decons. Un relevé journalier des tonnages de batteries présentes sur le site est effectué et consigné dans un carnet, présenté lors de l'inspection. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré stocker 1,2 tonne de batteries. La veille de l'inspection, soit le 1er septembre 2025, un bordereau d'enlèvement de 8,46 tonnes de batteries par la société Decons a été présenté. Ainsi, le 1er septembre, le site stockait plus de 9 tonnes de batteries. L'exploitant a précisé ne recevoir que des batteries au gel et au plomb-acide, et non des batteries lithium. Par sondage, aucune batterie lithium n'a été constaté lors de l'inspection.

L'installation n'est pas autorisée pour l'activité de collecte de batteries, considérées comme des déchets dangereux selon le Code de l'environnement et classé selon la rubrique 2710-1. Les critères de classement de cette rubrique sont les suivants :

- **Moins de 1 tonne :** Si le stockage maximal sur site est inférieur à 1 tonne, aucune autorisation n'est requise. L'activité est alors non classée.
- **Entre 1 et 7 tonnes :** Si le stockage maximal sur site est compris entre 1 et 7 tonnes, l'exploitant doit effectuer une télédéclaration de son activité via le lien suivant : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42639>. L'activité de collecte de déchets dangereux, y compris les batteries, soumise à déclaration (2710-1-b), est régie par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, consultable sur le site AIDA ou via ce lien : <https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-270312-relatif-prescriptions-generales-applicables-installations-classees>.
- **Plus de 7 tonnes :** Si le stockage maximal sur site dépasse 7 tonnes, l'exploitant doit

adresser à la préfecture de la Charente-Maritime un dossier de demande d'autorisation environnementale, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement et détaillé par les articles R.181-1 à D.181-57 du même code.

L'inspection proposera un arrêté préfectoral complémentaire au préfet afin de prendre en compte les différents décrets de modification de nomenclature et mettre à jour la situation administrative de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la mise à jour de sa situation administrative au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2. Il précisera le tonnage et le volume total des DEEE transitant sur son site, ainsi que leur nature et leur catégorie (déchets dangereux ou déchets non dangereux).

L'exploitant réduit son stockage de DEEE afin qu'il reste inférieur à 100 m³, en attendant de décider s'il télédéclore son activité au titre de la rubrique 2710-2-b ou s'il dépose un dossier d'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2-a.

L'exploitant réduit son stockage de déchets dangereux (dont batteries) afin qu'il reste inférieur à 1 tonne, en attendant de décider s'il télédéclore son activité au titre de la rubrique 2710-1-b ou s'il dépose un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2710-1-a.

Pour rappel, si l'exploitant choisit de ne rien déclarer, le stockage maximal de batteries sur le site ne pourra pas dépasser 1 tonne.

Dans le cas où l'exploitant opte pour une télédéclaration de son activité, il sera autorisé à stocker jusqu'à 7 tonnes de batteries sur le site.

Enfin, s'il dépose un dossier de demande d'autorisation, il pourra stocker plus de 7 tonnes de batteries, le tonnage exact étant défini dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

Si l'exploitant choisit de télédéclarer son activité au titre de la rubrique 2710-1-b, son installation sera soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, qui précise notamment les moyens de lutte contre l'incendie et les systèmes de rétention à mettre en place.

Dans le cas où un dossier de demande d'autorisation environnementale est déposé et que l'autorisation est accordée, un arrêté préfectoral d'autorisation fixera les prescriptions applicables au site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Emplacement des stockages de déchets
Prescription contrôlée : Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées seront réservées au dépôt des ferrailles, matériels, pièces enduits de graisse, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc. ainsi qu'aux batteries usagées.
Constats : L'exploitant indique avoir mis en place, dès la création du site, des alvéoles dédiées au stockage des différents types de déchets. Lors de l'inspection, des aires spécifiques ont été observées, permettant de séparer les déchets, notamment les différents types de cuivre, d'aluminium, etc. Cependant, il a également été constaté une grande quantité de déchets en attente de tri, dispersés sur le site. Ainsi, une partie importante des déchets présents sur le site est stockée en tas, en attente de traitement. La présence d'une benne destinée à recevoir les batteries a été constatée. Cependant, des batteries ont également été observées stockées à plusieurs autres endroits du site, en dehors de l'emplacement prévu à cet effet. Toutes les batteries sont stockées en extérieur. Certains de ces stockages ne sont pas munis de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une ou plusieurs aires clairement délimitées, destinées à recevoir les déchets en attente de tri, doivent être aménagées afin de désengorger les aires de circulation à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du bâtiment. Par ailleurs, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme (notamment les batteries) ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et conçu de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage ainsi que les produits répandus accidentellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Revêtement des stockages
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements spéciaux sera imperméable et en forme de cuvette de rétention. Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides.

Des dispositions ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc. récupérés.
<p>Constats :</p> <p>Une grande partie du site est imperméabilisée, car elle repose sur une dalle en béton. Cependant, en limite de site, les conteneurs destinés à séparer les flux de métaux ne sont pas installés sur une dalle en béton. Par sondage, il a été constaté que certains conteneurs, en raison de leur usure, sont perforés et ne permettent donc plus d'assurer leur étanchéité.</p> <p>Pour les zones de stockage directement au sol (en dehors des conteneurs), aucun dispositif n'est présent pour recueillir les hydrocarbures ou autres liquides. L'exploitant précise que les eaux de pluie et les eaux de lavage sont dirigées vers un avaloir, passent ensuite par un débourbeur-déshuileur, puis sont stockées dans un puisard. Ce dernier est vidé une fois par an, en même temps que le nettoyage du débourbeur-déshuileur.</p> <p>Lors de la visite, il a été relevé que des fûts contenant des liquides n'étaient pas placés sur une rétention. Par ailleurs, plusieurs taches grasses et traces d'hydrocarbures ont été observées sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à ce que les aires de stockage des déchets ainsi que les conteneurs soient imperméables et permettent de récupérer les eaux de lavage. Par ailleurs, les fûts d'huile et de carburant, le cas échéant, doivent être placés sur une rétention afin de prévenir toute pollution des parcelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ferrailles ne devront pas dépasser la hauteur de la haie de clôture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté plusieurs endroits où la hauteur des clôtures était dépassée, aussi bien en fond de site qu'à l'entrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à ce que le stockage des déchets sur le site ne dépasse jamais la hauteur de ses clôtures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :
L'exploitant a indiqué ne pas disposer de plan de défense incendie lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant rédige et transmet à l'inspection, ainsi qu'au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), l'ensemble des éléments constituant le plan de défense contre l'incendie. Ce plan doit respecter les prescriptions du présent point de contrôle, telles que définies à l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux activités de transit, de regroupement ou de tri de métaux, de déchets de métaux non dangereux et d'alliages de métaux non dangereux (rubrique 2713-1) et disponible au lien ci-après : https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-060618-relatif-prescriptions-generales-applicables-installations-transit-0 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique pouvoir contacter à tout moment les services d'incendie par téléphone, qu'il garde constamment sur lui.</p> <p>Il indique disposer d'un plan du site chez lui. Aucun plan n'a été transmis à l'inspection lors de la visite.</p> <p>L'exploitant précise qu'il y a trois extincteurs sur le site. Ceux-ci n'ont pas été vérifiés pendant l'inspection.</p> <p>Aucun dispositif de détection automatique ni d'alarme incendie n'est installé dans le bâtiment.</p>

Bien que l'exploitant indique qu'un dispositif anti-intrusion y soit présent, celui-ci ne permet pas de détecter un incendie. Aucun déchet combustible ou inflammable n'est cependant stocké dans le bâtiment. Dans le cas où des batteries seraient stockées à l'intérieur du bâtiment, un système de détection et d'alarme incendie deviendrait nécessaire.

Enfin, l'exploitant indique qu'il n'existe aucune réserve de sable meuble sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Par ailleurs, l'exploitant met en place une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Points de prélèvements pour les contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Points de prélèvements pour les contrôles

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique qu'aucun point de rejet n'est présent sur le site et que l'intégralité des eaux de ruissellement sont interceptées par un regard avant de transiter par un débourbeur-déshuileur, puis d'être stockée dans un puisard.

Or, lors de l'inspection, il a été constaté que le site est en pente du sud vers le nord, de sorte que la totalité des eaux de ruissellement emprunte ce trajet. Cependant, le regard présenté par l'exploitant n'est pas situé en limite nord du site. Compte tenu de la présence de zones de stockage en aval de ce regard, notamment les différents stockages de batteries, une partie des eaux de ruissellement et de lavage n'est pas récupérée.

Il en résulte donc des rejets en dehors du site qui ne sont ni traités ni contrôlés, et qui ne peuvent faire l'objet de prélèvements.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prévoit l'installation d'un point de prélèvement d'échantillons ainsi que des points de mesure sur chaque canalisation de rejet d'effluents. Il devra donc être aussi en mesure de garantir le respect des obligations de contrôle et de mesure pour les effluents quittant le site.

Pour rappel, aucune infiltration d'eau susceptible d'être polluées n'est autorisée au travers du puisard. Il est demandé à l'exploitant de fournir tout document technique permettant de justifier que l'équipement ne collecte pas ce type d'effluents.

Le plan du réseau d'écoulement des eaux du site sera notamment transmis. Ce document devra faire apparaître les zones collectées, en précisant les ouvrages de collecte, ainsi que les ouvrages de traitement et de stockage des eaux, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 – Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)	
---	--

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

[...]

Constats :

L'exploitant déclare que l'entreprise chargée du nettoyage du séparateur à hydrocarbures et de la collecte des eaux de ruissellement du puisard effectue simultanément des analyses sur les effluents présents dans le puisard. Toutefois, lors de l'inspection, il n'a pu fournir ni précisions sur les analyses réalisées, ni les résultats correspondants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection les trois derniers rapports/avis de passage relatifs à la prise en charge des eaux de ruissellement présentes dans le puisard.
Par ailleurs, l'exploitant effectue des analyses et respecte les valeurs limites de concentration détaillées dans le présent point de contrôle pour la totalité de ses effluents susceptibles d'être pollués et rejetés dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. point de contrôle n°9.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser, au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 (point de contrôle n°9) et 18, le cas échéant, de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux activités de transit, regroupement et tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois